BUREAU NATIONAL

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Déclaration du Bureau national de la CFDT

22 novembre 2018

Le Bureau national de la CFDT, réuni les 21 et 22 novembre 2018, s'inquiète d'une situation sociale dégradée qui témoigne d'une société française de plus en plus fragmentée. Cette situation doit nous alerter collectivement sur le besoin urgent d'une réelle délibération démocratique à travers un dialogue respectueux et organisé.

Pour la CFDT, la transition écologique est un impératif qui nécessite des changements dans nos modes de consommation, de déplacement et de production. Des changements qui doivent être accompagnés et se faire avec les citoyens.

Depuis 18 mois, la CFDT ne cesse de revendiquer la mise en œuvre de politiques sociales assumées à hauteur de femmes et d'hommes pour répondre aux enjeux de l'emploi, du chômage, de la précarité, du pouvoir d'achat et de la pauvreté.

Une majorité de la population voit son pouvoir d'achat stagner, voire baisser, quand celui des plus aisés progresse. Les choix fiscaux récents renforcent encore ces inégalités en concentrant la fiscalité sur les classes moyennes et en allégeant celle qui pèse sur les revenus des citoyens fortunés, le capital et les patrimoines importants.

Un grand nombre de citoyens qui ne vit pas dans de grands centres urbains subit un accès dégradé aux services publics comme privés et un accroissement des dépenses de transports dans leur vie quotidienne, notamment pour se rendre au travail. Les fractures territoriales structurent ainsi des difficultés matérielles, aggravées par un sentiment d'abandon et d'invisibilité.

Ces fractures sociales et territoriales sont autant d'injustices qui alimentent une colère et un ressentiment qui s'expriment notamment dans les blocages et manifestations des gilets jaunes de ces derniers jours.

Le Bureau national de la CFDT considère que l'expression du mal-être de nombre de citoyens doit être entendu mais dénonce les violences qui ont pu survenir à cette occasion. De telles méthodes qui conduisent à opposer entre eux les travailleurs ou les citoyens et qui ont fait trop de victimes, sont intolérables. Tout mouvement social,

s'il exprime une forme d'indignation, doit se faire dans le respect des opinions de chacun et être ouvert au dialogue.

Le gouvernement a fait le choix d'une pratique très verticale du pouvoir, minimisant trop souvent le rôle et la place des acteurs de la société. Il porte une grande part de responsabilité dans cette situation.

Aujourd'hui, il est urgent de renouer le dialogue pour construire **un pacte social et économique de la conversion écologique**. Le gouvernement a une responsabilité majeure pour concrétiser cette ambition vitale pour le pays. Seul un travail approfondi et loyal avec les représentants de la société civile permet de construire des solutions durables pour concilier justice sociale et transition écologique. Cette démarche doit être engagée dans les territoires, au plus près des réalités quotidiennes des travailleurs et des citoyens.

La CFDT appelle l'ensemble des acteurs concernés à engager le dialogue pour apporter collectivement des réponses immédiates à l'impératif d'une transition écologique juste qui réduise les inégalités sociales et territoriales.

Dans ce dialogue qu'elle souhaite voir s'ouvrir sans attendre, la CFDT portera des revendications et propositions en matière de transition écologique, de pouvoir d'achat, de réponses aux fractures territoriales, de fiscalité et de mobilité.

Pour la CFDT, des solutions existent. Elle propose et revendique :

* **l'élaboration de contrats de transition écologique dans les territoires** pour permettre aux citoyens de s'approprier les enjeux, de s'impliquer dans leur mise en œuvre, d'en percevoir les effets positifs dès lors que leurs besoins sont pris en compte. Ceux-ci doivent intégrer toutes les réalités vécues par les plus modestes en termes d'emploi, de rénovation thermique des logements, d'accès à l'énergie pour se chauffer et se déplacer, d'accès aux transports en commun ;

* **un véritable droit à la mobilité pour tous**, qui suppose à la fois d'organiser des solutions de transport collectives et à la demande, et de répondre aux problèmes immédiats avec un chèque mobilité destiné à ceux qui n'ont pas d'alternative à la voiture individuelle ;

* **la rénovation thermique massive du parc de logement** et la stabilisation des aides à la rénovation énergétique pour les particuliers ;

* **un bouclier de services publics et au public** qui garantisse à chaque citoyen l'accès aux services essentiels ;

* **une orientation de l'épargne et de la finance vers la transition écologique** et au service des besoins des citoyens et de l'économie réelle ;

* **l'organisation d'un large débat public sur la fiscalité** et le consentement citoyen, la justice fiscale, l'affectation de la fiscalité écologique à la conversion des transports et du logement.

Réussir cette transition engage aussi la responsabilité des employeurs.

La CFDT appelle les chefs d'entreprises et les organisations patronales à s'engager vers un partage plus juste de la valeur créée. De véritables négociations sur les salaires dans les entreprises et les branches doivent être ouvertes pour éviter la concentration des rémunérations autour du SMIC et limiter les écarts salariaux indécents. De même, la CFDT appelle également les employeurs publics à ouvrir de réelles négociations salariales.

La CFDT appelle les employeurs, privés comme publics, à s'engager dans la négociation de plans de déplacement d'entreprise/d'administration ou interentreprises afin de faciliter les déplacements domicile-travail des salariés et agents.

Actrice de la société civile, convaincue de la contribution essentielle de la démocratie sociale à la cohésion de notre société et de la nécessité d'une transition juste, la CFDT propose à l'ensemble des acteurs concernés – organisations syndicales, organisations patronales, collectivités territoriales, associations – de construire des solutions partagées.

L'Etat doit répondre à cette urgence. Pas de transition écologique sans justice sociale.